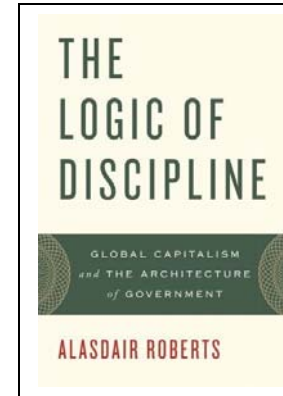


*Alasdair Roberts.*

**The logic of discipline**

*New York, Oxford University  
Press,*

*2010.*



Les médias ont largement fait état, fin septembre 2010, du départ de la Maison Blanche du *gourou* économique du Président Obama, Larry Summers. Considéré comme un des plus brillants économistes américains, M. Summers aura eu la douteuse distinction (en tant que sous-secrétaire au Trésor) de jouer un rôle délétère de premier plan dans deux épisodes majeurs de l'histoire économique mondiale récente : le démantèlement du cadre législatif - la loi Glass-Steagal, adoptée pendant la Grande crise - qui avait assuré la stabilité du système bancaire américain pendant trois quarts de siècle; la reconstruction en catastrophe du même cadre législatif, dix ans plus tard, pour essayer de faire face à la monumentale crise bancaire à laquelle l'Amérique était confrontée. Il avait eu auparavant le loisir, à la Banque mondiale, de prêcher la pensée unique des économistes américains de l'École de Chicago aux pays en développement : moins d'État, des privatisations et ouverture à la mondialisation.

La carrière de M. Summers illustre de manière convaincante la thèse de l'ouvrage du Professeur Alasdair Roberts (qui a enseigné pendant cinq ans à l'Université Queens) : l'idéologie monétariste qui a dominé dans le monde des économistes à partir des années soixante dix est à l'origine de la catastrophe économique que nous venons de vivre.

L'auteur examine la période 1978 à 2008, alors qu'une majorité écrasante d'économistes et de nombreux acteurs politiques, le Président Reagan et la Première ministre Thatcher au premier rang, adoptèrent la thèse suivante : le processus démocratique dans les sociétés occidentales produisait des résultats économiques et sociaux néfastes, en l'absence d'un carcan et de la discipline du libéralisme économique. Les crises multiples traversées par les sociétés occidentales au cours des années soixante dix servaient à étayer ces positions. Afin de remédier à cette gabegie, seule l'application d'une discipline sévère obéissant à la logique des économistes du Siècle des lumières et de leurs successeurs, s'exprimant notamment dans l'hebdomadaire londonien *The Economist*, devait permettre à l'économie de se développer et au bien-être général de se répandre. Cette discipline imposée à l'État impliquait une forte diminution du rôle de celui-ci dans la vie économique et une autonomisation de nombreux processus décisionnels; d'où le foisonnement de régies et autorités de régulation en tous genres et l'atrophie des organes étatiques jusque là chargés de ces questions. M. Roberts explique, avec beaucoup de brio et de concision, comment ce type de raisonnement s'est très rapidement imposé au sein des pays de la zone OCDE, à partir d'un noyau d'États anglo-saxons.

La crise de 2008-2009 a brutalement sonné le réveil des responsables politiques, placés devant la faillite évidente des thèses libérales. M. Roberts n'utilise évidemment pas ce terme en anglais, puisque le libéralisme désigne en général la gauche dans cette langue. On s'aperçoit que les

banquiers ne s'appliquaient pas à eux-mêmes la discipline prêchée aux autres. L'hypothèse économique classique selon laquelle dans les modèles « toutes choses étaient égales par ailleurs » était inopérante. La cupidité et l'incompétence constituaient des explications beaucoup plus valables des événements que les vertus du marché. Le perdant était d'abord et avant tout le peuple, à qui on avait enlevé les moyens d'agir.

M. Roberts ne se contente pas de généralités et d'affirmations péremptoires. À l'aide d'un certain nombre d'exemples très précis - les infrastructures portuaires et aéroportuaires, les Banques centrales, les fameux PPP, le rôle juridique privilégié consenti désormais partout aux investisseurs étrangers (exemple : le chapitre 11 de l'ALÉNA) la création d'agences de revenus autonomes - processus dans lequel le Québec s'engage actuellement - Roberts examine méticuleusement à l'échelle mondiale les initiatives qui ont dépouillé les États de leur capacité d'agir dans ces domaines pourtant au cœur de l'action publique, en faveur d'autorités réglementaires apparemment indépendantes. Il démontre bien, dans nombre de cas, les limites de cette indépendance et met en lumière le rôle d'acteurs privés soucieux de leurs seuls profits. Dans tous les cas, des dysfonctionnements ont été observés, la logique tel qu'implantée s'est révélée largement inapplicable et des conflits entre la société civile et le monde politique se sont produits.

M Roberts n'offre pas de solutions simplistes (comme ceux qu'il critique) pour remédier à la situation détériorée dont nous avons hérité au lendemain de la descente aux enfers du monde bancaire occidental. On peut retenir, de la conclusion de ce court ouvrage décapant, un plaidoyer de l'auteur en faveur d'approches pragmatiques et modestes pour régler des problèmes liés à la réforme de l'état dont on a souvent sous-estimé la très grande complexité. Les économistes modernes, comme Summers, ont largement péché à cet égard. Comme le remarque l'auteur, en citant l'universitaire Douglass North :

« The single most important point about institutional change is that institutional change is overwhelmingly incremental. Although formal rules may change overnight as the result of political or judicial decisions, informal constraints embodied in customs, traditions and codes of conduct are much more impervious to deliberate policies ».

On peut espérer que les leçons dégagées de la lecture de cet ouvrage seront largement appliquées, mais à écouter nombre de ténors de Wall Street et quelques analystes sophistiqués comme le Prix Nobel Krugman, on peut en douter.

**Christopher Malone**  
Novembre 2010

